

Belle-Isle-en-Terre, 27 août 2021

Pesticides, eau potable, politique publique

Eau potable : les pesticides dépassent les normes !

Les pesticides sont omniprésents dans l'eau superficielle, et contaminent les eaux souterraines. Leurs métabolites, le sont tout autant et se révèlent de plus en plus problématiques pour une production d'eau potable conforme aux normes de qualité.

Dans un récent courriel adressé aux producteurs et distributeurs d'eau potable, l'Agence régionale de santé (ARS) de Bretagne rappelait que la liste des pesticides et des métabolites recherchés dans le cadre du contrôle sanitaire avait récemment été modifiée. Il s'accompagnait d'éléments de langage permettant aux distributeurs d'eau d'informer le consommateur et de le "préparer" aux conséquences à savoir une pluie de dérogations à venir.

Une contamination connue de tous

Cette présence de métabolites de pesticides à des concentrations dépassant les normes de qualité est connue depuis plusieurs années de toutes les structures en charge du suivi de la qualité et/ou de la production d'eau. Pourtant aucune mesure préventive ambitieuse n'a été prise afin d'éviter la situation actuelle. Des ressources en eau vont se retrouver en situation de non-conformité nécessitant l'octroi de dérogations pour leur distribution.

Certains métabolites, comme l'ESA-métolachlore (issu d'un désherbant), sont plus préoccupants. Présent dans l'eau superficielle comme souterraine, et alors que le fabricant du pesticide lui-même, recommande de ne pas l'utiliser sur les périmètres d'aire d'alimentation de captages prioritaires et les zones sensibles ; notre demande d'interdiction d'usage faite au Préfet de la région Bretagne est restée sans réponse. Eau & Rivières de Bretagne vient donc de décider de déposer un recours devant le tribunal administratif contre ce refus tacite et indigne de l'urgence à agir.

Une nouvelle demande aux préfets de départements

Il n'est pas entendable d'attendre que des décisions soient prises à l'échelle européenne ou nationale, les préfets de départements ont la latitude nécessaire pour agir. C'est pourquoi, notre association va leur demander d'interdire l'usage du S-métolachlore sur les aires d'alimentations de captage ou quand ceux-ci ne sont pas définis sur l'ensemble des bassins versants d'alimentation en eau potable.

Les métabolites, un problème global

La question des métabolites ne s'arrête pas à l'ESA-métolachlore. Les politiques de protection de la qualité de l'eau ont échouées. Sans une réaction à la hauteur de l'enjeu, les consommateurs d'eau devront à nouveau supporter longtemps des coûts non-négligeables de renforcement des filières de traitement d'eau potable sans certitude d'avoir accès à une eau conforme du point de vue des pesticides.

Ce n'est pas d'éléments de langage comme ceux partagés par l'ARS dont a besoin l'eau mais bien d'actes. Pour Eau & Rivières de Bretagne, des mesures contraignantes préventives doivent enfin être prises pour protéger efficacement notre ressource la plus vitale. La politique de substitution des molécules n'est pas une solution, seule une interdiction des pesticides et un soutien résolu des agriculteurs vers des changements de système au travers de la PAC notamment permettront une amélioration de la situation.

Ce message à l'adresse des autorités sanitaires ne dédouane pas pour autant la Région administrative qui dispose de la compétence animation dans le domaine de l'eau mais peine à obtenir des résultats significatifs.